



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 NOVEMBRE 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3293

Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]  
EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent six, auquel temps vous

PROVINCE OF QUÉBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3rd NOVEMBER, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3294

Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]  
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and six, at which

étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps ausdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,  
L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
3549 Québec

### Avis du Gouvernement

La compagnie "John Shaw & Sons, Wolverhampton, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M John H. Roper, de la cité de Montréal.

L. RODOLPE ROY,  
Secrétaire de la province.  
Québec, 26 octobre 1906.

La compagnie "Swift and Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Chester A. Brown, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.  
Québec, 26 octobre 1906. 3551

### LES SEIGNEURIES.

Vente aux enchères des rentes seigneuriales dues à la Couronne.

Avis est par le présent donné que le jeudi, 28

time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINETEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,  
L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
3550 Québec.

### Government Notices

The company "John Shaw & Sons, Wolverhampton, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John H. Roper, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.  
Québec, 26th October, 1906.

The "Swift & Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Chester A. Brown, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.  
Québec, 26th October, 1906. 3552

### SEIGNIORIES.

Sale of auction of the seigniorial lands due the crown.

Notice is hereby given that on Thursday, the

février 1907, à onze heures du matin, dans la salle des ventes du palais législatif de Québec, l'on procédera à la vente aux enchères de toutes les rentes constituées tenant lieu de cens et rentes seigneuriaux, et arrérages dus au gouvernement de la province de Québec, sur les dites rentes, dans les seigneuries dont les noms suivent :

Seigneurie de Saint-Gabriel, comté de Québec.  
 " Sillery, " "  
 " Notre-Dame des Anges, " "  
 " La Vacherie, cité de Québec.  
 " Bélair, comté de Portneuf.  
 " Cap de la Madeleine, comté de Champlain.  
 " Coteau Saint-Louis, Trois-Rivières.  
 Fief Pachevigny, Trois-Rivières.  
 La Banlieue, "  
 Seigneurie de Lauzon, comtés de Lévis et Dorchester.  
 " Laprairie, comtés de Saint-Jean et Chambly.

Le tout ainsi qu'en font foi les terriers déposés au bureau des agents des seigneuries, à Québec, Lévis, Trois-Rivières et Laprairie.

Des plans indiquant les seigneuries ci-dessus désignées sont déposés au département des terres et forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des Lois pour les diverses agences où elles sont situées, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

2995-3 ADELARD TURGEON,  
 Ministre des Terres et Forêts.

DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de

28th of February, 1907, at eleven of the clock in the forenoon, in the sales room in the court house at Quebec, the sale by auction will take place of all the constituted rents, replacing the seigniorial *cens et rentes*, and the arrears due the government of the province of Quebec, on the said rents on the following named seigniories :

Seigniori of Saint Gabriel, county of Quebec.  
 " of Sillery, " "  
 " of Notre Dame des Anges, county of Quebec.  
 " of La Vacherie, city of Quebec.  
 " of Belair, county of Portneuf.  
 " of Cap de la Madeleine, county of Champlain.  
 " Coteau Saint-Louis, Three Rivers.  
 Fief Pachevigny, Three Rivers.  
 La Banlieue, Three Rivers.  
 Seigniori of Lauzon, counties of Levis and Dorchester.  
 " of Laprairie, counties of Saint John and Chambly.

The whole as verified by the registers of lands (terriers), deposited in the offices of the seigniorial agents of Quebec, Levis, Three Rivers and Laprairie.

Plans showing the above mentioned seigniories are deposited in the Department of Lands and Forests, in this city and in the offices of land and timber agents of the various agencies where they are situated and will be visible up to the day of the sale.

N. B.—No account for the publication of this notice will be recognized unless such publication has been expressly authorized by the department.

2996 ADELARD TURGEON,  
 Ministers of Lands and Forests.

APPLICATIONS TO PARLIAMENT

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspaper in the principal city, town or village, in each county or district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And, if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each

chaque corporation municipale spécialement Intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "Avis de bill privé"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
3353 Greffier du Sénat.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

##### RÈGLES RELATIVES AUX PÉTITIONS ET AUX BILLS PRIVÉS.

###### *Pétitions pour Bills Privés.*

87. (1) Les pétitions pour bills privés ne sont reçues par la Chambre que pendant les six premières semaines de la session, et tout bill privé sera présenté à la Chambre dans les deux semaines à compter de l'époque où l'Examineur ou le comité des ordres permanents auront fait un rapport favorable sur la pétition, et nulle motion à l'effet de suspendre cette règle ne sera acceptée, à moins qu'au préalable le comité des ordres permanents n'ait présenté un rapport recommandant cette suspension et exposant les raisons la motivant.

(2) Qu'il soit enjoint à tous les comités sur bills privés, dans le cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures quand celles-ci auront été appelées deux fois en deux occasions différentes devant le comité pour y être discutées, de rapporter ces mesures à la Chambre sans délai, faisant connaître les faits, et avec la recommandation que ces bills soient retirés.

###### *Dépôt de bills et honoraires.*

88. (1) Toute personne qui voudra obtenir un bill privé sera tenu de déposer entre les mains du greffier de la Chambre, au moins huit jours avant la réunion de la Chambre, un exemplaire de ce bill en anglais ou en français, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression, la traduction en devant être faite par les fonctionnaires de la chambre, et l'impression par le département des impressions publiques, et si pareil bill n'est pas déposé dans le délai ci dessus prescrit, le solliciteur devra, en sus des frais d'impression et de traduction, payer la somme de (cinq) dollars pour chaque jour qui s'écoulera entre le dit huitième jour avant la réunion de la Chambre et la date de la présentation du bill; mais ces taxes additionnelles ne devront pas dépasser en totalité la somme de deux cents dollars.

2. Après la seconde lecture d'un bill et avant sa considération par le comité auquel il est référé, le solliciteur paiera, dans tous les cas, le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, et un honoraire de deux cents piastres.

county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and *Marked* copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "Private Bill Notice"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
3354 Clerk of the Senate.

#### HOUSE OF COMMONS.

##### RULES RELATIVE TO PETITIONS AND PRIVATE BILLS.

###### *Petitions for Private Bills.*

87. (1) Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first six weeks of the session, and every Private Bill shall be presented to the House within two weeks after the petition therefor has been favourably reported upon by the Examiner or by the Committee on Standing Orders, and no motion for the suspension of this Rule shall be entertained unless a report has been first made by the Committee on Standing Orders recommending such suspension and giving their reasons therefor.

(2) That it be an instruction to all Committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the Committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith, together with a statement of the facts and with the recommendation that such Bills be withdrawn.

###### *Deposit of Bills and Fees.*

88. (1) Any person desiring to obtain any Private Bill shall deposit with the Clerk of the House, at least eight days before the meeting of the House, a copy of such Bill in the English or French language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; the translation to be done by the officers of the House, and the printing by the Department of Public Printing, and if such Bill is not deposited by the time above specified the applicant shall, in addition to the charges for printing and translation pay the sum of (five) dollars for each and every day which intervenes between the said eighth day before the meeting of the House and the date of the filing of the Bill; but such additional charge shall not exceed in the aggregate in any one case the sum of two hundred dollars.

2. After the second reading of a Bill and before its consideration by the Committee to which it is referred, the applicant shall in every case pay the cost of printing the Act in the Statutes, and a fee of two hundred dollars.

## Taxes supplémentaires.

Les taxes suivantes seront également imposées et payées, en sus de celles qui précèdent, savoir :—

- (a) Lorsqu'une règle de la Chambre est suspendue relativement à un bill, ou à la pétition de ce bill pour chaque suspension ..... \$100 00
- (b) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la huitième semaine de la session et avant la fin de la douzième ..... 100 00
- (c) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la douzième semaine de la session ..... 200 00
- (d) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$250,000, et n'excède pas \$500,000 ..... 100 00
- (e) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$500,000, et n'excède pas \$750,000 ..... 150 00
- (f) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$750,000, et n'excède pas \$1,000,000 ..... 200 00
- (g) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,000,000, et n'excède pas \$1,500,000 ..... 300 00
- (h) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,500,000 et n'excède pas \$2,000,000 ..... 400 00
- (i) Pour chaque million ou fraction de million de dollars additionnel ..... 100 00

4. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter le capital social d'une compagnie, la taxe supplémentaire sera établie d'après le tarif ci-dessus, mais ne sera exigée que sur le chiffre de l'augmentation.

5. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter les pouvoirs de contracter des emprunts d'une compagnie sans aucune augmentation du capital social, la taxe supplémentaire sera de \$300.00.

6. S'il est apporté quelque changement dans le capital social projeté d'une compagnie ou s'il y est fait aucune augmentation à une phase quelconque d'un bill, le dit bill ne passera pas à la phase suivante tant qu'il n'aura pas été déposé un certificat du fonctionnaire qu'il appartient attestant que le versement des taxes résultant de ce changement a été régulièrement effectué.

7. Dans la présente règle, l'expression "capital social projeté" comprend toute augmentation de ce capital prévue dans le bill.

8. Les taxes supplémentaires prescrites en l'article 3 de la présente règle s'appliqueront aussi aux bills privés prenant naissance au Sénat, sauf, toutefois, que si une pétition demandant pareil bill privé a été reçue par cette chambre dans les six premières semaines de la session, les taxes supplémentaires imposées sous l'empire des alinéas b et c de l'article 3 ne seront pas exigées.

THOMAS B. FLINT,  
Greffier des Communes.

## RÈGLES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

90. Toutes demandes, quelles qu'elles soient, adressées au Parlement pour bills privés, devront être procédées d'un avis dans la *Gazette du Canada*; le dit avis devra énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, et devra être signé par les postulants ou en leur nom avec les adresses des signataires; et lorsque la demande aura pour objet un acte constitutif, le nom de la compagnie projetée devra être donné dans l'avis. Et si les travaux de quelque compagnie (constituée ou à être constituée en corporation) doivent être déclarés à l'avantage général du Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les postulants feront adresser une copie du dit avis, par lettre enregistrée, au greffier de chaque comté ou municipalité qui pourra être spécialement concernée dans la construction ou l'exploitation des dits travaux, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle les dits travaux sont ou

## Additional charges.

The following charges shall also be levied and paid in addition to the foregoing, viz:—

- (a) When any Rule of the House is suspended in reference to a Bill or the Petition therefor, for each such suspension ..... \$100 00
- (b) When a Bill is presented in the House after the eighth week of the session and before the end of the twelfth week ..... 100 00
- (c) When a Bill is presented in the House after the twelfth week of the session ..... 200 00
- (d) When the proposed capital stock of a company is over \$250,000 and does not exceed \$500,000 ..... 100 00
- (e) When the proposed capital stock of a company is over \$500,000 and does not exceed \$750,000 ..... 150 00
- (f) When the proposed capital stock of a company is over \$750,000 and does not exceed \$1,000,000 ..... 200 00
- (g) When the proposed capital stock of a company is over \$1,000,000 and does not exceed \$1,500,000 ..... 300 00
- (h) When the proposed capital stock of a company is over \$1,500,000 and does not exceed \$2,000,000 ..... 400 00
- (i) For every additional million dollars or fractional part thereof ..... 100 00

4. When a Bill is for the purpose of increasing the capital stock of a company, the additional charge shall be according to the above tariff, but shall be charged upon the amount of the increase only.

5. When a Bill is for the purpose of increasing the borrowing powers of a company without any increase in the capital stock, the additional charge shall be \$300.00.

6. If any change in the amount of the proposed capital stock of a company, or of any increase thereto, be made at any stage of a Bill, the said Bill shall not be advanced to the next stage until a certificate has been filed with the proper officer to the effect that the payment of the charges consequent upon such change has been duly made.

7. In this Rule the term "proposed capital stock" includes any increase thereto provided for in the Bill.

8. The additional charges provided for in section 3 of this Rule shall also apply to Private Bills originating in the Senate; provided, however, that if a petition for any such Bill has been received by this House within the first six weeks of the session, the additional charges made under subsections b and c of section 3 shall not be levied thereon.

THOMAS B. FLINT,  
Clerk House of Commons.

## RULES RELATIVE TO NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

90. All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and when the application is for an Act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice. If the works of any company (incorporated, or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county or municipality which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located; and proof of com-

pourront être situés ; et une déclaration conforme à la loi devra attester que cette formalité a été remplie par les postulants.

Outre l'avis susdit à publier dans la *Gazette du Canada*, un avis semblable devra aussi être publié dans quelque journal important, comme suit :—

A. Lorsque la demande sera faite pour un acte constituant en corporation,—

1. *Une compagnie de chemin de fer ou de canal* :— Dans la principale cité et ville ou dans la principal village dans chaque comté où devront être construits le chemin de fer ou le canal projetés.

2. *Une compagnie de télégraphe ou de téléphone* :— Dans la principale cité ou ville dans chaque province ou territoire où la compagnie se propose de faire des opérations.

3. *Une compagnie pour la construction de travaux quelconques de nature à produire un changement dans une localité particulière par suite de leur construction ou exploitation ; ou pour obtenir quelques droits ou privilèges exclusifs ; ou pour faire quelques opérations pouvant porter atteinte aux droits ou à la propriété de particuliers* :— Dans la localité ou les localités qui pourraient être atteintes par la législation projetée.

4. *Une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de fidéjusseurs ; une compagnie de prêt ; ou une compagnie industrielle*, sans pouvoirs exclusifs quelconques :— Dans la *Gazette du Canada* seulement.

B. Lorsque la demande sera aux fins d'amender un acte existant.—

1. Pour le prolongement de quelque ligne de chemin de fer ou de quelque canal, ou pour la construction d'embranchements des dits chemin de fer ou canal :— Dans la principale cité, la principale ville ou le principal village dans chaque district ou comté devant être traversé par ce prolongement ou cet embranchement.

2. Pour la prolongation d'une charte ou du délai fixé pour la construction ou l'achèvement d'une ligne de chemin de fer, d'un canal, ou d'une ligne de télégraphe ou de téléphone quelconques, ou de tous autres travaux déjà autorisés ; ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsque cela n'implique pas la concession de droits exclusifs) ; ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social de quelque compagnie ; ou pour augmenter ou modifier ses pouvoirs d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts, ou pour tout amendement pouvant porter atteinte aux droits ou intérêts des actionnaires ou des porteurs d'obligations ou des créanciers de la compagnie :— Dans la localité où le bureau principal de la compagnie est ou doit être autorisé à s'établir.

(C.) Lorsque la demande a pour objet d'obtenir pour une personne ou une corporation déjà constituée des droits ou privilèges exclusifs ou le pouvoir de faire quelque chose dont l'accomplissement pourrait porter atteinte aux droits ou aux biens d'autres personnes : dans la localité ou les localités particulières que l'acte projeté pourrait atteindre.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans un journal, devront être publiés au moins une fois par semaine pendant une durée de cinq semaines consécutives ; et en ce qui concerne les provinces de Québec et de Manitoba, ils devront y être publiés en anglais et en français ; et dans le cas où il n'y aura pas de journal dans une localité où l'avis doit être donné, cet avis sera donné dans la localité la plus rapprochée dans laquelle il se publie un journal ; et la preuve de la publication régulière de l'avis sera établie dans chaque cas par une déclaration conforme à la loi ; et toutes ces déclarations devront être transmises au greffier de la Chambre et être endossées "Avis de bill privé".

(D.) Tout pareil avis sera transmis par la poste par lettre enregistrée de manière à parvenir au secrétaire de la province, et au greffier du conseil de comté et de la corporation municipale, au moins deux semaines avant que l'Examinateur ou le comité des ordres permanents ne prennent la péti-

pliance with this requirement by the applicants shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspaper, as follows :—

A. When the application is for an Act to incorporate :—

1. *A Railway or Canal Company* :—In the principal city, town or village in each county or district through which the proposed railway or canal is to be constructed.

2. *A Telegraph or Telephone Company* :—In the principal city or town in each Province or Territory in which the company proposes to operate.

3. A company for the construction of any works which in their construction or operation might specially affect the particular locality ; or for obtaining any exclusive rights or privileges ; or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

4. A Banking Company ; An Insurance Company ; A Trust Company ; A Loan Company ; or an Industrial Company without any exclusive powers :—In the *Canada Gazette* only.

B. When the application is for the purpose of amending an existing Act :—

1. For an extension of any line of railway, or of any canal, or for the construction of branches thereto :—In the principal city, town or village in each county or district through which such extension or branch is to be constructed.

2. For a continuation of a charter or for an extension of the time for the construction or completion of any line of railway, or of any canal, or of any telegraph or telephone line, or of any other works already authorized ; or for any extension of the powers of a company (when not involving the granting of any exclusive rights) ; or for the increase or reduction of the capital stock of any company ; or for increasing or altering its bonding or other borrowing powers ; or for any amendment which would in any way affect the rights or interests of the shareholders or bondholders or creditors of the company :—In the place where the head office of the company is situated, or is authorized to be.

(C.) When the application is for the purpose of obtaining for any person or existing corporation any exclusive rights or privileges or the power to do any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week, for a period of five consecutive weeks ; and when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and if there be no newspaper in a locality where a notice is required to be given, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published ; and proof of the due publication of notice shall be established in each case by statutory declaration ; and all such declarations shall be sent to the Clerk of the House endorsed, "Private Bill Notice."

(D.) Every such notice by registered letter shall be mailed in time to reach the Secretary of the Province and the Clerk of such County Council and Municipal Corporation not less than two weeks before the consideration of the petition by the Examiner or the Committee on Standing Orders,

tion en délibération, et une déclaration conforme à la loi et établissant ce dépôt à la poste, sera adressée au greffier de la Chambre.

(E) Tous bills privés pour actes constitutifs devront être adressés de manière à incorporer, par mode de renvoi, les clauses des actes généraux se rapportant aux détails auxquels ces bills doivent pourvoir; l'on devra énoncer les raisons spéciales de toute déviation de ce principe, ou de l'introduction d'autres dispositions relatives à ces détails, et une note devra être annexée au bill pour indiquer les dispositions du bill au sujet desquelles l'on propose de s'écarter de l'acte général; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les promoteurs et réimprimés à leurs frais avant qu'un comité passe à l'examen de leurs clauses.

THOMAS B. FLINT,

3211 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpenage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the House.

(E.) All private bills for Acts of incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the *General Acts* relating to the details to be provided for by such bills; —special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the bill indicating the provisions thereof in which the *General Act* is proposed to be departed from; —Bills which are not framed in accordance with this *Rule*, shall be recast by the promoters, and reprinted at their expense, before any committee passes upon the clauses.

THOS. B. FLINT,

Clerk House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3295

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réajustement d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house

LOUIS FRECHETTE,

3296

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, proper by the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

3297

## Demandes à la Législature

### AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte aux fins d'incorporer la "Canadian Nurses Association", le but de l'association étant l'instruction et le perfectionnement mutuels et l'instruction professionnelle graduée.

BROSSEAU & HOLT,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 octobre 1906. 3519-2

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

3298

## Applications to the Legislature

### NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Canadian Nurses Association, the object of the association being mutual instruction and improvement and graduate professional instruction.

BROSSEAU & HOLT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 15th October, 1906. 3520

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi, pour ériger son territoire en municipalité de ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Édouard VII, chapitre 38, pour diviser la municipalité en quartiers : pour déterminer le mode d'élection du maire et des échevins, en fixer le nombre et la qualification ; pour établir une proportion plus équitable des taxes que la ville paiera à la municipalité scolaire de la Côte-des-Neiges, tant qu'elle restera réunie à la ville de Notre-Dame-des-Neiges, pour les fins scolaires ; pour régler ou prohiber la vente des liqueurs enivrantes dans la municipalité ; pour contrôler l'établissement d'hôpitaux, champs d'épuration, fosses septiques, etc., dans les limites de la ville ; pour définir ses pouvoirs d'emprunt.

DEGUIRE & RHEAUME,

Procureurs de la corporation du village de  
Notre-Dame-des-Neiges Ouest.

Montréal, 1er octobre 1906. 3407.4

### Avis Divers

Une assemblée générale spéciale des actionnaires de "The Shawinigan Falls Terminal Railway Company" aura lieu au bureau principal de la compagnie, dans la bâtisse de la Banque d'Ottawa, dans la cité de Montréal, mercredi, le 14e jour de novembre 1906, à onze heures de l'avant-midi.

Affaires :

1° Ratifier et confirmer le règlement 22 de la compagnie tel que passé par les directeurs à une assemblée tenue le trentième jour d'octobre 1906, autorisant l'achat de "The Shawinigan Water & Power Company", d'une ligne de chemin de fer et ses embranchements, située à Shawinigan Falls, pour le prix de \$380,000, payable sur les fonds et sur les obligations de la compagnie.

2° Autoriser une augmentation du fonds social de cette compagnie de \$200,000 à \$300,000 par l'émission de mille actions additionnelles du fonds social de cette compagnie à la valeur au pair de \$100 chacune.

3° Prendre en considération, et si il est à propos de passer un règlement autorisant les directeurs de la compagnie d'emprunter un montant de £46,200 sterling sur le crédit de la compagnie, et émettre des obligations de la compagnie pour le dit montant, garanti par hypothèque, et garantie des meubles et immeubles de la compagnie.

Par ordre,

HOWARD MURRAY,  
Secrétaire-trésorier.

3541

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

No. 1407.

Dame Maggie Carmichael, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Alexander Dawson, du même lieu, la dite Dame Maggie Carmichael dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit John Alexander Dawson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

PATTERSON & BROWN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 octobre 1906. 3545

Une action en séparation de biens a été instituée le 8 octobre courant, à la cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 2944 des archives de cette cour, par Dame Esther Long, du village de

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the village of Notre-Dame-des-Neiges West will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to erect its territory in a town municipality under prescriptions of the law of the cities and towns, 1903, 3 Edward VII, chapter 38, to divide the municipality in wards ; to determine the mode of the election of the mayor and aldermen, and to fix their number and qualification ; to establish a more equitable proportion of the taxes that the town shall pay to the school commissioners of Cote-des-Neiges, as long as the town will remain united to the town of Notre-Dames-des-Neiges for the scholar ends ; to regulate or prohibit the sale of spirituous liquors in the municipality ; to control the establishment of hospitals for infectious diseases, epuration fields, septic holes, &c., in the limits of the town ; to define its borrowing powers.

DEGUIRE & RHEAUME,

Attorneys for the corporation of the village  
of Notre-Dame-des-Neiges West.

Montreal, 1st October, 1906. 3408

### Miscellaneous Notices

A special general meeting of the shareholders of the Shawinigan Falls Terminal Railway Company will be held at the head office of the company, in the Bank of Ottawa Building, in the city of Montreal, on Wednesday, the 14th day of November, 1906, at eleven o'clock in the forenoon.

Business :

1. To ratify and confirm by-law 22 of the company as passed by the directors at a meeting held on the thirtieth day of October, 1906, authorizing the purchase from the Shawinigan Water & Power Company, of a line of railway and its accessories, situated at Shawinigan Falls, for a price and sum of \$380,000, payable in the stock and bonds of the company.

2. To authorize an increase in the capital stock of this company from an amount of \$200,000 to an amount \$300,000 by the issue of one thousand additional shares of the capital stock of this company of a par value of \$100 each.

3. To consider, and if deemed advisable to pass a by-law authorizing the directors of the company to borrow an amount of £46,200 sterling upon the credit of the company, and to issue bonds of the company for the said amount, secured by hypothec and pledge of the moveable and immoveable property of the company.

By order,

HOWARD MURRAY,  
Secretary treasurer.

3542

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

No. 1407.

Dame Maggie Carmichael, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Alexander Dawson, of the same place, the said Dame Maggie Carmichael duly authorized à ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said John Alexander Dawson, Defendant.

An action for separation as to property was, this day, taken by plaintiff against defendant.

PATTERSON & BROWN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th October, 1906. 3546

An action for separation as to property was instituted on the 8th October instant, in the superior court for the district of Montreal, under No 2944 of the records of said court, by Dame Esther Long,

Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Octave Blanchet, des mêmes lieux, charpentier, contre le dit Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 15 octobre 1906. 3459.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure  
No 3012.

Dame Anathalie Lebrun, épouse commune en biens de Louis Lafontaine, perruquier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 17 octobre 1906. 3457.3

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Ottawa. }  
No 1629.

Dame Marie Anne Lafleur, de l'endroit appelé Rapide de l'Original, dans le canton Robertson, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Louis Norbert Fortier, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Norbert Fortier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 octobre 1906.

MAJOR & FORTIER,

Procureurs de la demanderesse.

Hull, 3 octobre 1906. 3363.4

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.  
No 60.

Dame Azilda Meunier, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, dûment autorisée, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Campeau, journalier, du même lieu.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 8 octobre 1906. 3377.4

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } Cour Supérieure.  
No 3372.

Dame Gracieuse Duchesne, épouse commune en biens de Léon LeBel, ci-devant marchand, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Léon LeBel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 septembre 1906.

POULIOT & DRAPEAU,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 29 septembre 1906. 3283.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 3362.

Dame Esthérie Boucher, épouse commune en biens de Ovide Godefroi Poirier, des cité et district de Montréal, commis, et dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Ovide Godefroi Poirier, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

BISSONNET & GEOFFRION,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 septembre 1906. 3281.5

of the village of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Octave Blanchet, of the same place, carpenter, against the said Octave Blanchet.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th October, 1906. 3460

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No 3012.

Dame Anathalie Lebrun, wife common as to property of Louis Lafontaine, hair-dresser, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

J. A. DAVID,

Advocate for plaintiff.

Montreal, 17th October, 1906. 3458

Canada, }  
Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Ottawa. }  
No. 1629.

Dame Marie Anne Lafleur, of the place called "Rapide de l'Original", in the township of Robertson, district of Ottawa, wife common as to property of Louis Norbert Fortier, of the same place, hotel-keeper, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said Louis Norbert Fortier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 3rd of October, 1906.

MAJOR & FORTIER,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 3rd October, 1906. 3364

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } Superior Court.  
No. 60.

Dame Azilda Meunier, of the parish of Saint-Agathe des Monts, district of Terrebonne, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Campeau, laborer, of the same place

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 8th October, 1906. 3378

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } Superior Court.  
No. 3372.

Dame Gracieuse Duchesne, of the town of Saint-Germain de Rimouski, wife common as to property of Léon LeBel, heretofore merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said Léon LeBel, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this case.

POULIOT & DRAPEAU,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 29th September, 1906. 3284

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 3362.

Dame Esthérie Boucher, wife common as to property of Ovide Godefroi Poirier, of the city and district of Montreal, clerk, and duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

Ovide Godefroi Poirier, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property, has this day, been instituted against the defendant.

BISSONNET & GEOFFRION,

Attorneys for plain ff.

Montreal, 28th September, 1906. 3282

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1472.  
 Dame Marie Dupuy, de la cité et du district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Théophile  
 Sagola, menuisier, ci-devant du même lieu, mainte-  
 nant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester  
 en justice, a, ce jour, institué une action en sé-  
 paration de biens contre son dit mari.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST. GERMAIN,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 22 octobre 1906. 3523.2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 596.  
 Dame Regina Goldwater, des cité et district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Samuel  
 Freedman, du même lieu, autorisée à ester en  
 justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Samuel Freedman, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, contre le défendeur.

JACOBS & GARNEAU,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 22 octobre 1906. 3491.2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3025.  
 Dame Nathalie Laberge, de la cité et du district  
 de Montréal, épouse commune en biens de Théo-  
 phile Alfred Trudeau, boucher, du même lieu, et  
 dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, in-  
 stitué une action en séparation de biens contre son  
 dit mari.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST GERMAIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 22 octobre 1906. 3489.2

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
 No 1708.  
 Marie Jessie Brassard, épouse commune en biens  
 de Joseph M. Girard, charretier, de Chicoutimi,  
 dit district, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph M. Girard, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
 intentée contre le susdit défendeur.

LEVESQUE & TREMBLAY,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Chicoutimi, 8 octobre 1906. 3381.4

Province de Québec.—District de Bedford.  
 No 7001.  
 Dame Rosanna Duclos a institué, ce jour, une  
 action en séparation de biens contre son mari, Phi-  
 libert Larivée, entrepreneur, tous deux du village  
 de Grandy, dit district.

C. A. NUTTING,  
 Procureur de la demanderesse.  
 3357.4

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 1514.  
 Dame Octavie Lemaitre, de Québec, épouse com-  
 mune en biens de Louis Zéphirin Richer, du  
 même lieu, mécanicien, dûment autorisée à ester  
 en justice par décret judiciaire, Demanderesse ;

vs

Louis Zéphirin Richer, de Québec, mécanicien,  
 Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le vingt-cinquième jour d'octobre  
 courant.

L. E. O. PAYMENT,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 26 octobre 1906. 3537.2

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1472.  
 Dame Marie Dupuy, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Theo-  
 phile Sagola, carpenter, heretofore of the same  
 place, and now of parts unknown, duly authorized  
 to ester en justice, has, this day, instituted an  
 action for separation as to property from her said  
 husband.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST. GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd October, 1906. 3524

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 596  
 Dame Regina Goldwater, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Samuel  
 Freedman, of the same place, duly authorized to  
 ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Samuel Freedman, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted against defendant.

JACOBS & GARNEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd October, 1906. 3492

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3025.  
 Dame Nathalie Laberge, of the city and district  
 of Montreal, wife common as to property of Théo-  
 phile Alfred Trudeau, butcher, of the same place,  
 and duly authorized to ester en justice, has, this day,  
 instituted an action for separation as to property  
 against her said husband.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff  
 Montreal, 22nd October, 1906. 3490

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court*  
 No. 1708.  
 Marie Jessie Brassard, wife common as to property  
 of Joseph M. Girard, carter, of Chicoutimi, said  
 district, Plaintiff ;

vs

The said Joseph M. Girard, Defendant.  
 An action for separation as to property has been,  
 this day, instituted against the said defendant.

LEVESQUE & TREMBLAY,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 Chicoutimi, 8th October, 1906. 3382

Province of Quebec.—District of Bedford.  
 No. 7001.  
 Dame Rosanna Duclos has, this day, instituted  
 an action for separation as to property against her  
 husband, Philibert Larivée, contractor, both of the  
 village of Granby, said district.

C. A. NUTTING,  
 Attorney for plaintiff.  
 3358

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 1514.  
 Dame Octavie Lemaitre, of Quebec, wife common  
 as to property of Louis Zéphirin Richer, of the  
 same place, machinist, duly authorized to appear  
 in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Louis Zéphirin Richer, of Quebec, machinist,  
 Defendant.  
 An action for separation of property has been  
 instituted in this cause, on the twenty fifth day of  
 October instant.

L. E. O. PAYMENT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Quebec, 26th October, 1906. 2538

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* L. N. St. Arnaud, de la cité de Montréal,  
marchand, et y faisant affaires seul sous le nom  
de St. Arnaud & Clément.  
Avis est donné aux créanciers en cette affaire que  
le 26 octobre 1906, le dit failli a déposé son bilan  
au greffe de la cour supérieure du dit district de  
Montréal.

M. J. A. PRENDERGAST,  
Gardien provisoire.  
3 novembre 1906. 3553

*In re* Jean Longtin, Saint-Jean, Qué.,

Failli.

Avis est donné que le 19 octobre 1906, le  
soussigné a été nommé par une ordonnance de la  
cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait  
cession de ses biens pour le bénéfice de ses créan-  
ciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
être produites entre mes mains, dans les trente  
jours de cet avis.

A. LAMARCHE,  
Curateur.  
Montréal, 25 octobre 1906. 3543

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de C. W. H. Horton,  
Requérant cession ;

vs  
Samuel M. Pearson, ou "Canadian Trading Co.",  
Failli.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur  
a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
protonotaire de la cour supérieure, à Sorel, 25 octo-  
bre 1906, et que C. W. H. Horton, le requérant, a  
été nommé gardien provisoire.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,  
Avocats du gardien provisoire.  
Sorel, 25 octobre 1906. 3547

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* "Parisian Waist & Skirt Mfg. Co.", Mont-  
réal, Failli.

Un premier bordereau de dividendes a été pré-  
paré dans la susdite affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'à mardi, le 20 novembre 1906, après laquelle  
date les dividendes seront payables au bureau des  
soussignés.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Curateurs conjoints.  
Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint Jacques.  
Montréal, 3 novembre 1906. 3563

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 143.

Dans l'affaire de Charles Mikas, de la cité et district  
de Montréal, marchand de fruits et de sucreries,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le 29<sup>e</sup> jour  
d'octobre 1906, par ordre de la cour, j'ai été nommé  
curateur des biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être dépo-  
sées devant moi sous trente jours de cette date.

JAMES BIRCHENOUGH,  
Curateur.  
25, rue Saint-Antoine, Montréal.  
Montréal, 30 octobre 1906. 3565

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* L. N. St Arnaud, of the city of Montreal,  
merchant, and there doing business alone under  
the name of St. Arnaud & Clément.

Notice is given to the creditors of the above  
named that on the 26th October, 1906, the said in-  
solvent has filed his statement in the prothonota-  
ry's office of the district of Montreal.

M. J. A. PRENDERGAST,  
Provisional guardian.  
3rd November, 1906. 3554

*In re* Jean Longtin, Saint John's, Que.,

Insolvent.

Notice is given that on the 19th day of October,  
1906, by order of the court, the undersigned has  
been appointed curator to the estate of the said  
insolvent, who has made an assignment of assets  
for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed in my  
hands within thirty days from this notice.

A. LAMARCHE,  
Curator.  
Montreal, 25th October, 1906. 3544

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
*In the matter of* C. W. H. Horton,  
Petitioner for assignment ;

vs  
Samuel M. Pearson, or Canadian Trading Co.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 25th day of  
October, 1906, the said debtor has made a judicial  
abandonment of his property for the benefit of his  
creditors, at the prothonotary's office of the superior  
court, at Sorel, and that C. W. H. Horton, the pe-  
titioner, was appointed provisional guardian.

ALLARD, LANCTOT & MAGNAN,  
Attorneys for the provisional guardian.  
Sorel, 25th October, 1906. 3548

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Parisian Waist & Skirt Mfg. Co., Montreal,  
Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in the  
above matter, opened to objection until Tuesday,  
20th November, 1906, after which date dividends  
will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,  
J. WILFRID MICHAUD,  
Joint curators.  
Office of Wilks & Michaud,  
205, Saint James street.  
Montreal, 3rd November, 1906. 3564

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 143.

*In the matter of* Charles Mikas, of the city and  
district of Montreal, dealer in fruits and con-  
fectionaries, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of  
October, 1906, I was appointed curator to the estate  
of the said insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty  
days from this date.

JAMES BIRCHENOUGH,  
Curator.  
25, Saint Antoine street, Montreal.  
Quebec, 30th October, 1906. 3566

## Règles de Cour

Province de Québec, } Cour de Circuit pour le  
District de Montréal. } district de Montréal.  
No. 15370.

Le 26<sup>e</sup> jour d'octobre 1906.

Présent : l'honorable M. le juge Purcell.  
Angus Sutherland, Demandeur ;

Isaac Atlas, vs Défendeur ;

et

Divers opposants.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Isaac Atlas, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelées à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

3561

J. CARTIER,  
Dep. G. C. C.

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure.  
No. 7680.

Sweetsburg, le dixième jour d'octobre 1906.

Présent : l'honorable M. le juge Lynch.

Robert H. Strange, du village de Cowansville, district de Bedford, commerçant, Demandeur ;

vs

Dame Isabella Wright, de la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, veuve du feu Aaron Bull, en son vivant cultivateur, du même lieu, décédé, Défenderesse.

Vu la requête du demandeur et l'insolvabilité alléguée de la défenderesse, il est ordonné que les créanciers de la dite défenderesse soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours, de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

3521.2

LEONARD & NOZES,  
P. C. S.

## Licitation

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.  
No. 1291.

## LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le vingt-deuxième jour d'octobre courant, dans une cause dans laquelle Zéphyrin Quilliam, barbier, de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, district de Beauharnois, est Demandeur ; et François Xavier Quilliam, Odila Quilliam, épouse de Joseph S. Hébert, et ce dernier pour autoriser son épouse ; Anésie Quilliam, épouse de Napoléon Hébert, et ce dernier pour autoriser son épouse ; Poméla Quilliam, épouse de Gustave alias Eximère Bourdeau, et ce dernier pour autoriser son épouse ; Gustave alias Eximère Bourdeau, en sa qualité de tuteur à Lumina Husereau, enfant mineur issu du mariage de Alfred Husereau et de feu Dame Sophie Quilliam, son épouse décédée, tous de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, district de

## Rules of Court

Province of Quebec, } Circuit Court for the district  
District of Montreal. } of Montreal.  
No. 15370.

The 26th day of October, 1906.

Present : The Honorable Mr. justice Purcell.  
Angus Sutherland, Plaintiff ;

Isaac Atlas, vs Defendant ;

and

Divers opposants.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Isaac Atlas, the defendant in this cause, who have not already fyled their claims, be now called upon to fyle them in this cause, in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the first insertion of such notice in the said gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

3562

J. CARTIER,  
Dep. C. C. C.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.  
No. 7680.

Sweetsburg, the tenth day of October, 1906.

Present : The Honorable Mr. justice Lynch.

Robert H. Strange, of the village of Cowansville, district of Bedford, trader, Plaintiff ;

vs

Dame Isabella Wright, of the east part of the township of Farnham, in the district of Bedford, widow of the late Aaron Bull, in his lifetime of the same place, farmer, deceased, Defendant.

Seeing the motion of said plaintiff and the alleged insolvency of the defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in by two publications in the french and english languages in the *Quebec Official Gazette*, and that the said creditors do fyle their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said *Quebec Official Gazette*.

3522

LEONARD & NOZES,  
P. S. C.

## Licitation

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } Superior Court.  
No. 1291.

## LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the twenty second day of October instant, in a case in which Zéphyrin Quilliam, of the parish of Saint Antoine Abbé, district of Beauharnois, barber, is Plaintiff ; and François Xavier Quilliam, Odila Quilliam, wife of Joseph S. Hébert, and this latter to authorize his wife ; Anésie Quilliam, wife of Napoléon Hébert, and this latter to authorize his wife ; Poméla Quilliam, wife of Gustave alias Eximère Bourdeau, and this latter to authorize his wife ; Gustave alias Eximère Bourdeau, in his capacity of tutor to Lumina Husereau, minor child born of the marriage of Alfred Husereau and late Dame Sophie Quilliam, his wife, all of the parish of Saint Antoine Abbé, district of Beauharnois ; Poméla Husereau, of the parish of Très

Beauharnois ; Poméla Husereau, de la paroisse du Très Saint-Sacrement, dit district, épouse de Joseph A. Crête, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse ; Norbert Quilliam, Eugène Quilliam, Ovila Quilliam, Jean Quilliam, Anésie Husereau, épouse de Henri Prgent, et ce dernier pour autoriser son épouse ; Arthème Husereau et Gilbert Gagné, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus de son mariage avec feu Dame Victorine Quilliam, savoir : Henri, Albertine, Armand, Sarah, Alda, Blanche, François, Leopold, Estelle et Bébiane Gagné, demeurant tous aux Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre sise et située dans le canton de Franklin, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro vingt-cinq A (25 A) — avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. G. LAURENDEAU,

Avocat du demandeur.

Salaberry de Valleyfield, 22 octobre 1906.

3559

[Première publication, 3 novembre 1906.]

### Ratification

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 165.

*Ex parte :*

Avis est par le présent donné qu'il a déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé à Laprairie, devant M<sup>re</sup> F. C. Larose, notaire public, le huitième jour de novembre 1905, entre Camille Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, d'une part, et Louis Conrad Pelletier, écuier, avocat, Conseil du Roi, demeurant au village de Laprairie, d'autre part ;

Le dit acte étant une vente par le dit Camille Roy au dit Louis Conrad Pelletier, de l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, contenant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins quel qu'il soit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur, formant le lot numéro (61) soixante et quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Hubert — avec les bâtisses dessus construites.

Le dit immeuble sus-venu est la propriété et est en la possession du dit Louis Conrad Pelletier depuis la date du dit acte de vente, qui a été dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, sous le numéro 32460.

Les possesseurs du dit immeuble durant les dernières trois années ont été successivement Médard Page, boucher, du village de Laprairie, et Dame

Saint Sacrement, in said district, wife of Joseph A. Crête, of the same place, and the latter to authorize his said wife ; Norbert Quilliam, Eugene Quilliam, Ovila Quilliam, Jean Quilliam, Anésie Husereau, wife of Henri Prgent, and this latter to authorize his wife ; Arthème Husereau and Gilbert Gagné, in his capacity of tutor to his minor children born of his marriage with late Dame Victorine Quilliam, to wit : Henri, Albertine, Armand, Sarah, Alda, Blanche, François, Léopold, Estelle and Bibiane Gagné, all living in the United States of America, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A land situate in the township of Franklin, and bearing number twenty five A (25 A), upon the official plan and book of reference of the said township of Franklin — with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room of the court house, at the city of Salaberry of Valleyfield ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. G. LAURENDEAU,

Attorney for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 22nd October, 1906.

3560

[First published, 3rd November, 1906.]

### Ratification

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 165.

*Ex parte :*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed at Laprairie, before M<sup>re</sup> F. C. Larose, notary public, on the eighth day of November, 1905, between Camille Roy, of the parish of Saint Hubert, farmer, of the first part, and Louis Conrad Pelletier, esquire, of the village of Laprairie, advocate, King's Counsel, of the second part.

The said deed being a sale by the said Camille Roy to the said Louis Conrad Pelletier, of the following immovable, to wit :

A land situate in the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, containing three arpents in front by forty arpents in depth, more or less, without guaranty of precise measure, the more or less to be to the profit or loss of the purchaser, forming lot number (64) sixty four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert — with the buildings thereon erected.

The said immovable sold as above is the property and is in the possession of the said Louis Conrad Pelletier since the date of the said deed of sale, which was duly registered in the registrar's office of the county of Laprairie, under the number 32460.

The possessors of the said immovable during the last three years have been successively Médard Page, of the village of Laprairie, butcher, and

Marie Barbeau, son épouse commune en biens, le susdit Camille Roy et le dit Louis Conrad Pelletier; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot de terre a été acquis par le dit Louis Conrad Pelletier, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le dixième jour de décembre 1906, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forecloses du droit de ce faire.

J. B. A. TISON,  
3557 Député protonotaire C. S.  
[Première publication, 3 novembre 1906]

Dame Marie Barbeau, his wife common as to property, Camille Roy aforesaid and the said Louis Conrad Pelletier; and all persons who claims any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot of land was acquired by the said Louis Conrad Pelletier, are hereby notified that application will be made to the said court, on the tenth day of December, 1906, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to served their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
3558 Deputy protonotary S. C.  
[First published, 3rd November, 1906.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**A VIS PUBLICO** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels qu'ils sont mentionnés plus bas.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

*Superior Court—District of Beauce.*

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH MORIN, courtier, de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur; contre NAPOLEON LAGUEUX ET AL, de Leeds, Défendeurs.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH MORIN, broker, No. 297, of Saint-Joseph, Beauce, Plaintiff; against NAPOLEON LAGUEUX ET AL, of Leeds, Defendants.

Comme appartenant à Napoléon Lagueux et Thomas Lagueux:

As belonging to Napoléon Lagueux and Thomas Lagueux:

Tout ce certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro onze A, dans le huitième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, comté de Mégantic, contenant soixante-dix acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous toutes les réserves enregistrées contre le dit lot.

All that certain lot of land known and described as being lot number eleven A, in the eighth range of cadastre, plan and book of reference of the township of Leeds, county of Megantic, containing seventy acres of land, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under all reserve registered against the said lot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1906, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1906, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Arthabaska, 25 octobre 1906.  
[Première publication, 27 octobre 1906.]

Sheriff's Office, Arthabaska, 25th October, 1906.  
[First published, 27th October, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

*Superior Court.—District of Beauce.*

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH MORIN, courtier, de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur; contre NAPOLEON LAGUEUX ET AL, Défendeurs.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH MORIN, broker, No. 297, of Saint-Joseph, Beauce, Plaintiff; against NAPOLEON LAGUEUX ET AL, Defendants.

Comme appartenant à Thomas Lagueux, l'un des défendeurs:

As belonging to Thomas Lagueux, one of the defendants:

1° Tout ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq A, dans le huitième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, contenant cent quatre-vingt-dix acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

1. All that piece of land known and described as being lot number five A, in the eighth range of cadastre, plan and official book of reference for the township of Leeds, containing one hundred and ninety acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° La réserve du droit de vendre les mines sur la partie sud-ouest du lot numéro cinq, du neuvième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, contenant cent cinquante acres de terre, plus ou moins, en donnant la moitié du prix de vente moins mille piastres à Thomas Lessard.

2. The right to sell the mines as reserved on the south west part of lot number five, in the ninth range of cadastre, plan and official book of reference for the township of Leeds, containing one hundred and fifty acres of land, more or less, in giving half of the price of the sale less one thousand dollars to Thomas Lessard.

3° La réserve de la moitié des mines sur la partie nord-est du lot numéro cinq, du neuvième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton

3. The half of all mines as reserved on the north east part of lot number five, in the ninth range of cadastre, plan and official book of reference for the

de Leeds, contenant cent acres de terre, plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1906, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 25 octobre 1906. 3499  
[Première publication, 27 octobre 1906]

township of Leeds, containing one hundred acres of land, more or less.

To be sold at the registry office for the county of Mégantic, at Inverness, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1906, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 25th October, 1906. 3500  
[First published, 27th October, 1906.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **AUGUSTE PACAUD**,  
No 298. } **A** écuyer, Demandeur ; vs  
**DAVID ROY ET AL**, Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en le fief Saint-Charles de la Belle Alliance, et partie en le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce, étant connue et désignée comme étant le lot numéro six cent quarante quatre (644), aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre pour la dite paroisse de Saint-Georges, et le lot numéro treize (13), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit premier rang du dit canton de Jersey, contenant, le lot en premier lieu décrit, quarante-trois arpents et soixante-quinze perches en superficie, et le lot en second lieu désigné, cent dix-neuf acres en superficie—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. A l'exception cependant, de la partie de la susdite terre vendue à François Drouin, étant trois arpents de terre de largeur sur la profondeur de la dite terre, à prendre sur le côté sud-est de la dite terre, et aussi d'un emplacement vendu à la municipalité scolaire, avec réserve en faveur de David Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, le droit de couper sur la dite terre cinquante cordes de bois de chauffage, de quatre pieds, par année, et ce tant qu'il y aura du bois sur la dite terre ; il devra commencer par couper ce bois dans le terrain serpé, et s'il ne s'en trouve pas assez, il le prendra ailleurs.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain (1906), à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 30 octobre 1906 3575  
[Première publication, 3 octobre 1906.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **PHILIPPE ALBERT AN-**  
No 158. } **P** GERS, Demandeur ; contre  
**NAPOLÉON BIZIER ET AL**, Défendeurs.

Comme appartenant à Napoléon Bizier :

Un emplacement situé en le premier rang du canton de Shenley ; borné au nord à la route qui conduit à Saint-Honoré, en arrière du côté sud-est à Jean Pépin, au sud ouest et au nord-est à Pierre Pépin, contenant soixante-onze pieds de largeur sur la dite route, et vingt-deux pieds de largeur au bout de la dite profondeur, sur cent soixante et cinq pieds et quatre pouces et demi de profondeur, étant limité au sud-ouest au fossé qui le longe, et étant partie du lot numéro huit E (8E), du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Shenley—circonstances et dépendances.

### Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court. — District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **AUGUSTE PACAUD**, Esquire,  
No. 298. } **A** Plaintiff ; vs **DAVID ROY**  
**ET AL**, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Georges, in the fief Saint-Charles de la Belle Alliance, and partly in the first range of the township of Jersey, county of Beauce, being known and described as being lot number six hundred and forty four (644), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Georges, and lot number thirteen (13), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said first range of the said township of Jersey, containing, the lot firstly described, forty three arpents and seventy five perches in area, and the lot secondly described, one hundred and nineteen acres in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With the exception, however, of the part of the said land sold to François Drouin, being three arpents of land in width by the depth of the said land, to be taken off the south east side of the said land, and also of a lot sold to the school municipality, reserving in favor of David Roy, farmer, of the parish of Saint Georges, Beauce, the right to cut on the said land fifty cords of firewood four feet long, every year, and this so long as there will be any wood on the said land ; he must commence by cutting this wood in the lands where the trees been pruned and, if there is not enough, he will take elsewhere.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges, Beauce, on the FOURTH day of DECEMBER next (1906), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 30th October, 1906. 3576  
[First published, 3rd November, 1906.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court. — District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **PHILIPPE ALBERT AN-**  
No. 158. } **P** GERS, Plaintiff ; against  
**NAPOLÉON BIZIER ET AL**, Defendants.

As belonging to Napoléon Bizier :

A lot situate in the first range of the township of Shenley ; bounded on the north to the road leading at Saint Honoré, in rear on the south east side by Jean Pépin, on the south west and north east by Pierre Pépin, containing seventy one feet in width on the said road, and twenty two feet in width at the end of the said depth, by one hundred and sixty five feet and four inches and a half in depth, being limited on the south west by the ditch walk along, and being part of lot number eight E (8E), of the official cadastre for the first range of the township of Shenley—circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1906), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif  
Village Saint-Joseph, Beauce, 9 octobre 1906.  
3375.2

[Première publication, 13 octobre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure—District de Beauce*

Beauce, à savoir : } PHILIPPE ALBERT AN-  
No 158. } GERS, Demandeur ; contre  
NAPOLEON BIZIER ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Adolphe Boutin, l'un des défendeurs :

Le lot numéro quarante-neuf (49), du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jersey, district de Beauce—circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1906), à DIX heures et DEMIE de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif  
Village Saint-Joseph, Beauce, 9 octobre 1906.  
3373.2

[Première publication, 13 octobre 1906.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOHN McMILLAN, du  
No 2043. } village de Rigaud, district  
de Montréal, et L. ADOLPHUS MONGENAI, gérant, de la cité et du district de Montréal, en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires de feu Jean-Baptiste Mongenais, en son vivant bourgeois, du village de Rigaud, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de ALEXANDRE GOULET, de Hawkesbury, dans la province d'Ontario, Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous les numéros trois cent deux et trois cent trois (Nos 302 et 303), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la dite paroisse et district, contenant quatre-vingt-dix-neuf arpents en superficie, plus ou moins ; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, d'un côté à Fabien Bédard ou ses représentants, et d'autre côté à Honoré Carrière—avec une maison, une grange et autres dépendances dessus érigés.

2° Un lot de terre de forme irrégulière, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous le numéro trois cent seize (No 316), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la susdite paroisse et district, de la contenance de cent vingt arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, du côté ouest à la ligne provinciale, qui divise la province d'Ontario de la province de Québec, et du côté est à Honoré Séguin—avec une grange dessus construite.

A la charge les dits immeubles, d'un certain bail ; loyer, en faveur de Alphonse Pilon, fils, passé

To be sold at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next (1906), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif  
Village of Saint Joseph, Beauce, 9th October, 1906.  
3376

[First published, 13th October, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } PHILIPPE ALBERT AN-  
No. 158. } GERS, Plaintiff ; against  
NAPOLEON BIZIER ET AL, Défendants.

As belonging to Adolphe Boutin, one of the defendants :

Lot number forty nine (49), of the official cadastre for the fourth range of the township of Jersey, district of Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER next (1906), at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif  
Village of Saint Joseph, Beauce, 9th October, 1906.  
3374

[First published, 13th October, 1906.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOHN McMILLAN, of the  
No. 2043. } village of Rigaud, district of  
Montreal, and L. ADOLPHUS MONGENAI, manager, of the city and district of Montreal, in their quality of sole testamentary executors and administrators to the late Jean-Baptiste Mongenais, in his lifetime gentleman, of the village of Rigaud, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ALEXANDRE GOULET, of Hawkesbury, in the province of Ontario, Defendant.

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, in the said district, as numbers three hundred and two and three hundred and three (Nos. 302 and 303), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing ninety nine arpents in area, more or less ; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on one side by Fabien Bédard or his representatives, and on the other side by Honoré Carrière—with a house, a barn and other dependencies thereon erected.

2. A lot of land of irregular shape, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, in the said district, as number three hundred and sixteen (No. 316), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing one hundred and twenty arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement ; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on the west side by the provincial line, which divides the province of Ontario from the province of Quebec, and on the east side by Honoré Séguin—with a barn thereon erected.

The said immovables being subject to a lease for rent in favor of Alphonse Pilon, junior, passed be-

devant A. Phaneuf, notaire, le 12 novembre 1904, pour le terme de trois années à compter du 1er octobre 1904, et finissant le 1er octobre 1907. Suivant jugement de l'honorable juge Taschereau, en date du 4 octobre 1906.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif  
Montréal, 29 octobre 1906. 3555  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME MARIE LOUISE**  
No. 1394. } **BEAULIEU**, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Dominique Leduc, du même lieu, et dûment autorisée de son mari aux fins des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements du dit DOMINIQUE LEDUC, garde-moteur, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Labelle, dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot numéro sept cent trente-quatre, de la subdivision officielle du lot numéro primitif huit ( $\frac{1}{2}$  N. W. 8-734), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelega, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Labelle, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot numéro sept cent trente-cinq (735), de la subdivision du dit lot numéro primitif huit (8), et de l'autre côté par la moitié sud-est ou résidu du dit lot numéro sept cent trente-quatre (734), de la subdivision du dit lot numéro primitif huit (8) — avec une maison portant le numéro civique 1876, de la rue Labelle, et autres bâtisses dessus construites — avec en outre droit de passage dans une ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif  
Montréal, 9 octobre 1906. 3371.2  
[Première publication, 13 octobre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ;  
No 1653. } **contre MARGARET O'DOHERTY ET VIR**, à savoir :

Le lot No 2364 (deux mille trois cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Champlain — circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif  
Québec, 31 octobre 1906. 3567  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

fore A. Phaneuf, notary, on the 12th of November, 1904, for the term of three years, counting from the 1st of October, 1904, and terminating on the 1st of October, 1907. Pursuant to a judgment of the Honorable judge Taschereau, dated the 4th of October, 1906.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the SIXTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 29th October, 1905. 3556  
[First published, 3rd November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME MARIE LOUISE**  
No. 1394. } **BEAULIEU**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Dominique Leduc, of the same place, and duly authorized by her husband for the presents thereof, Plaintiff ; against the lands and tenements of the said DOMINIQUE LEDUC, motorman, of the same place, Defendant.

An emplacement fronting on Labelle street, in the Saint Denis ward, in the city of Montreal, being the north west half of lot number seven hundred and thirty four, of the official subdivision of lot primitive number eight (N. W.  $\frac{1}{2}$  8-734), on the official plan and book of reference of the village of la Côte Saint Louis, county of Hochelega, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Labelle street, in rear by a lane, on one side by lot number seven hundred and thirty five (735), of the subdivision of said lot primitive number eight (8), and on the other side by the south east half or residue of said lot number seven hundred and thirty four (734), of the subdivision of said primitive lot eight (8) — with a house bearing the civic number 1876, of Labelle street, and other buildings thereon erected, with moreover a right of way in a lane in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 9th October, 1906. 3372  
[First published, 13th October, 1906.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEREC** ;  
No 1653. } **against MARGARET O'DOHERTY ET VIR**, to wit :

Lot No. 2364 (two thousand three hundred and sixty-four), of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Champlain street—circumstances and dependancies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 31st October, 1906. 3568  
[First published, 3rd November, 1906.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } EUGENE ETIENNE  
No 182. } TACHE ES-QUALITÉ, ET AL ;  
contre EMELIE PAPILLON ET VIE. à savoir :

Le lot No 131 (cent trente et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, étant un lot de terre situé sur le chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, comté de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

J.-B. AMYOT,

Bureau du Shérif,  
Québec, 18 octobre 1906.

Député shérif.  
3441.2

[Première publication, 20 octobre 1906].

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } EUGENE ETIENNE TACHE,  
No. 182. } ES QUALITÉ, ET AL ; against  
EMELIE PAPILLON ET VIE to wit :

Lot No. 131 (one hundred and thirty one), of the official cadastre of the parish of Saint-Felix of-Cap-Rouge, being a lot of land situate on the public road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Felix of-Cap Rouge, in the county of Quebec, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 18th October, 1906.

Deputy Sheriff.

3442

[First published, 20th October, 1906.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } A MÈDÉE ROY, De  
No 90. } mandeur; vs. LES  
HERITIERS de Ludger Rochette, en son vivant de la ville de Grand'Mère, Défendeur.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir :  
Un emplacement situé sur la rue Saint-George, en la ville de Grand'Mère, contenant quarante-cinq pieds de largeur et environ un arpent et demi de profondeur; borné en front à la dite rue Saint-George, en arrière, par la petite rivière Walsh ou Grand'Mère, d'un côté au sud-ouest par Adolphe Descoteaux ou représentants, et du côté nord-est au terrain de Dionis Gélinas ou représentants; lequel emplacement fait partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif,

Trois-Rivières, 30 octobre 1906.

Shérif.

3593

[Première publication, 3 novembre 1906]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the abovementioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } A MEDEE ROY,  
No 90. } Plaintiff; vs. THE  
HEIRS of Ludger Rochette, in his lifetime of the town of Grand'Mère, Defendants.

As belonging to the said defendants, to wit :  
A lot situate on Saint George street, in the town of Grand'Mère, containing forty five feet in width and about one arpent and a half in depth; bounded in front by the said Saint George street, in rear by the little river Walsh or Grand'Mère, on one side to the south west by Adolphe Descoteaux or representatives, and on the north east side by Dionis Gélinas or representatives; which lot forms part of the lot number ninety four (94), on the registration cadastre of Sainte Flore—with building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 30th October, 1906.

Sheriff.

2594

[First published, 3rd November, 1906].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } A LEX MARCHAND,  
No 942. } Demandeur; contre  
EDOUARD COTE, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord ouest du chemin des Piles, de forme triangulaire, contenant environ un arpent de terre en superficie; borné du côté sud-est par le chemin public, du côté nord par un ruisseau, et du côté sud ouest par Joseph Vincent, et faisant partie du lot de terre numéro deux cent onze (211), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci dessus qui devait avoir lieu le cinq septembre 1906, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le TRENTIEME jour

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Champlain.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } A LEX MARCHAND,  
No. 942. } Plaintiff; against  
EDOUARD COTE, Defendant.

An emplacement situated in the parish of Sainte Flore, in the concession north west of the Piles road, of triangular form, containing about one acre of ground in superficies; bounded on the south easterly side by the public road, on the north side by a brook, and on the south westerly side by Joseph Vincent, and forming part of the lot of land (No. 211) number two hundred and eleven, of the official plan and book of reference of the cadastre for registration of the county of Saint Maurice, for the said parish of Sainte Flore—together with a house thereon constructed, circumstances and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable formerly announced to take place on the fifth September, 1906, at the church door of the parish of Saint Flore, will take place at the

de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3595  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Cour de Circuit, comté de Champlain—District de Trois Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **EDOUARD FER-**  
No 1109. } **RON, Demandeur ;**  
contre **JOSEPH DEZIEL, Défendeur.**

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant vingt-cinq pieds de largeur en front et en arrière sur la profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné en front par la rue principale, en profondeur au terrain de Léandre Gagnon, du côté sud-ouest par le terrain de Moïse Ferron, et du côté nord-est par le passage mitoyen existant actuellement entre le dit emplacement et celui de Hormidas Soly ou représentants, et faisant partie du lot de terre numéro quatre-vingt-six (86), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après midi.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3591  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Cour de Circuit du comté de Champlain—District des Trois Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **LA CORPORATION**  
No 1072. } **DE LA VILLE DE**  
**GRAND'MÈRE, Demanderesse ; vs. JOSEPH**  
**DEZIEL, Défendeur.**

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, du contenu de cinquante-neuf pieds de front sur cent pieds de profondeur ; tenant en front à une rue, autrefois chemin de Grand'Mère, d'un côté Joseph Paquin, et de l'autre côté à Joseph Thibodeau—avec maison dessus érigée et connue et désigné comme faisant partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3589  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

### Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que "The Congregation Ahawath Achim of Montréal", corps ou congrégation professant la croyance juive, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte constituant telle congrégation ou tel corps et toutes autres personnes qui sont membres ou qui peuvent devenir membres de telle congrégation ou de tel corps, en une corporation sous le nom de "Congregation Temple Solomon of Montreal", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits ayant rapport aux congrégations religieuses.

JACOBS & GARNEAU,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 31 octobre 1906. 3577

church door of the parish of Sainte Flore, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 3rd October, 1906. 3596  
[First published, 3rd November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS**  
*Circuit Court, county of Champlain—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **EDOUARD FERRON,**  
No. 1109. } **Plaintiff ; vs JOSEPH**  
**DEZIEL, Defendant.**

A lot situate in the town of Grand'Mère, containing twenty five feet wide in front and in rear by the depth of eighty feet, english measure, and more or less ; bounded in front by principal street, in rear by the land of Léandre Gagnon, on the south west side by the land of Moïse Ferron, and on the north east side by the common passage actually existing between the said lot and that of Hormidas Soly or representatives, and forming part of the lot of land number eighty six (86), on the registration cadastre of Sainte Flore—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th October, 1906. 3592  
[First published, 3rd November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**  
*Circuit Court of the county of Champlain—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **THE CORPORATION**  
No 1072. } **OF THE TOWN OF**  
**GRAND'MÈRE, Plaintiff ; vs. JOSEPH DEZIEL,**  
**Defendant.**

A lot situate in the town of Grand'Mère, containing fifty nine feet in front by one hundred feet in depth ; bounded in front by a street, formerly Grand'Mère road, on one side by Joseph Paquin, and on the other side by Joseph Thibodeau—with a house thereon erected, and known and described as forming part of number ninety four (94), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Sainte Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th October, 1906. 3590  
[First published, 3rd November, 1906.]

### Application to the Legislature

Notice is hereby given that the Congregation Ahawath Achim of Montreal, a body or congregation professing the jewish belief, will apply to the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act constituting such congregation or body and all other persons who are, or may become, members of such congregation or body, a corporation under the name of "Congregation Temple Solomon of Montreal", with power to acquire and possess immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS & GARNEAU,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 31st October, 1906. 3578

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
 No 202.

Dame Caroline Coutu, de Saint-Jean-Port-Joli, ci-devant veuve de Thomas Foster, de la cité de Montréal, électricien, et maintenant épouse de François Lavallée, de Saint-Jean-Port-Joli, marchand, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs

Le dit François Lavallée, Défendeur.  
 Une action en séparation de bien a été intentée, ce jour, en cette cause.

DIONNE &amp; DIONNE.

Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 30 octobre 1906. 3583

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de J. L. Trenholme, Demandeur ;

vs

Joseph Bélanger, boucher, de la ville de Lachine, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le vingt troisième jour d'octobre courant, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur, qui a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est. Montréal.  
 Montréal, 31 octobre 1906. 3581

Avis est par le présent donné que John H. Rooney, de Douglstown, comté de Gaspé, marchand, a, le trentième jour d'octobre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Gaspé, à Percé.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Gardiens provisoires.

Québec, 31 octobre 1906. 3585

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour supérieure pour le district de Gaspé, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens de Joseph Giguère, de Hébertville, marchand, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées, à notre bureau, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 31 octobre 1906. 3587

*District d'Arthabaska.*

*In re* Napoléon Hébert, marchand, Thetford Mines, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 27 octobre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 31 octobre 1906. 3573

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montmagny. } *Superior Court*  
 No. 202.

Dame Caroline Coutu, of Saint Jean Port Joly, formerly widow of Thomas Foster, of the city of Montreal, electrician, and now wife of François Lavallée, of Saint Jean Port Joli, merchant, duly authorized to appear in judicial proceeding,  
 Plaintiff ;

vs

The said François Lavallée, Defendant.  
 An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

DIONNE &amp; DIONNE.

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 30th October, 1906. 3584

## Bankrupt Notices

Province of Quebec. }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of J. L. Trenholme, Plaintiff ;

vs

Joseph Bélanger, butcher, of the town of Lachine, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the twenty third day of October instant, appointed curator to the property of above named, who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to be collocated for the dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.  
 Montreal, 31st October, 1906. 3582

Notice is hereby given that John H. Rooney, of Douglstown, county of Gaspé, merchant, has, on the thirtieth day of October, 1906, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, at Percé.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Provisional guardians.

Quebec, 31st October, 1906. 3586

Notice is hereby given that by order of the superior court for the district of Gaspé, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of Joseph Giguère, of Hébertville, merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested, at our office, within a delay of thirty days from this date.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Joint curators.

Quebec, 31st October, 1906. 3588

*District of Arthabaska.*

*In re* Napoléon Hébert, merchant, Thetford Mines, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 27th October, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co Building.  
 Québec, 31st October, 1906. 3574

## District de Chicoutimi.

Alfred Bilodeau, Roberval, a, le 29 octobre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 31 octobre 1906. 3571

## District de Kamouraska.

In re feu J. Elz. Riou, Saint Philippe de Néri.  
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 19 novembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 31 octobre 1906. 3569

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } Cour Supérieure.  
No 30.

"The McClary Manufacturing Company Limited,"  
Demandeur; vs

George H. Allen, de Ayers Cliff, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le vingtième jour d'octobre courant, le défendeur George H. Allen a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, à Sherbrooke, Qué.

A. A. BROWN,  
Gardien provisoire.

"The McClary Manufacturing Company, Limited", créancière.

HURD, FRASER,  
MACDONALD & RUGG,  
Procureurs du gardien provisoire  
de la créancière.

31 octobre 1906. 3579

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 44.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : — Dmes Brassard vs Girard, 1607 ; Carmichael vs Dawson, 1605 ; Coutu vs Lavallée, 1617 ; Duclos vs Larivée, 1607 ; Dupuy vs Sagola, 1607 ; Goldwater vs Freedman, 1607 ; Laberge vs Trudeau, 1607 ; Lafleur vs Fortier, 1606 ; Lebrun vs Lafontaine, 1606 ; Lemaitre vs Richer, 1607 ; Long vs Blanchet, 1605 ; Meunier vs Campeau, 1606.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1595.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — The Shawinigan Falls Terminal Railway Coy, 1605.

BILLS PRIVÉS : — Parlement fédéral : — Sénat et Chambre des Communes, 1597.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1602 ; Conseil législatif, 1601.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS : — John Shaw & Sons, 1696 ; Swift & Coy, 1696.

## District of Chicoutimi.

Alfred Bilodeau, Roberval, has, on the 29th of October, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 31st October, 1906. 3572

## District of Kamouraska.

In re late J. Elz. Riou, Saint Philippe de Néri,  
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 19th November, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 31st October, 1906. 3570

Province of Québec, }  
District of Saint Francis. } Superior Court.  
No. 30.

The McClary Manufacturing Company, Limited,  
Plaintiff; vs

George H. Allen, of Ayers Cliff, in the district of Saint Francis, Defendant.

Public notice is hereby given that, on the twentieth day of October instant, the defendant George H. Allen made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, district of Saint Francis, at Sherbrooke, Qué.

A. A. BROWN,  
Provisional guardian.

The McClary Manufacturing Company, Limited,  
creditor.

HURD, FRASER,  
MACDONALD & RUGG,  
Attorneys for provisional guardian  
and creditor.

31st October, 1906. 3580

## Index of the Quebec Official Gazette. No. 44.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Brassard vs Girard, 1607 ; Carmichael vs Dawson, 1605 ; Coutu vs Lavallée, 1617 ; Duclos vs Larivée, 1607 ; Dupuy vs Sagola, 1607 ; Goldwater vs Freedman, 1607 ; Laberge vs Trudeau, 1607 ; Lafleur vs Fortier, 1606 ; Lebrun vs Lafontaine, 1606 ; Lemaitre vs Richer, 1607 ; Long vs Blanchet, 1605 ; Meunier vs Campeau, 1606.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 1595.

ANNUAL GENERAL MEETING : — The Shawinigan Falls Terminal Railway Coy, 1605.

PRIVATE BILLS : — Federal Parliament : — Senate and House of Commons, 1597.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1602 ; Legislative Council, 1601.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — John Shaw & Sons, 1696 ; Swift & Coy, 1696.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Canadian Nurses Association, 1604 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1616 ; Corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest, 1605.

FAILLIS :—Allen, 1618 ; Bélanger, 1617 ; Bilodeau, 1618 ; Giguère, 1617 ; Hébert, 1617 ; Longtin, 1608 ; Mikas, 1608 ; Parisian Waist & Skirt Mfg. Co., 1608 ; Pearson, 1608 ; Riou, 1618 ; Rooney, 1617 ; St. Arnaud, 1608.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1595.

RATIFICATION :—Roy & Pelletier, 1610.

RÈGLES DE COUR :—Strange vs Dme Wright, 1609 ; Sutherland vs Atlas, 1609.

VENTE PAR LICITATION :—Quilliam vs Quilliam et al, 1609.

#### VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA :—Morin vs T. Lagueux et al, 1611 ; Morin vs N. Lagueux et al, 1611.

BEAUCE :—Angers vs Bizier et al, 1612 ; Pacaud vs Roy et al, 1612.

MONTREAL :—Beaulieu (Dme) vs Leduc, 1613 ; McMillan et al vs Goulet, 1613 ; Taché es-qual et al vs Papillon et vir, 1614.

QUÉBEC :—La cité de Québec vs Dme O'Doherty et vir, 1614.

TROIS-RIVIÈRES :—Ferron vs Deziel, 1616 ; La corporation de la ville de Grand'Mère vs Deziel, 1616 ; Marchand vs Côté, 1615 ; Roy vs héritiers Rochette, 1615.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Canadian Nurses Association, 1604 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1616 ; Corporation of Notre-Dame-des-Neiges West, 1605.

INSOLVENTS :—Allen, 1618 ; Bélanger, 1617 ; Bilodeau, 1618 ; Giguère, 1617 ; Hébert, 1617 ; Longtin, 1608 ; Mikas, 1608 ; Parisian Waist & Skirt Mfg. Co, 1608 ; Pearson, 1608 ; Riou, 1618 ; Rooney, 1617 ; St. Arnaud, 1608.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1595.

RATIFICATION :—Roy & Pelletier, 1610.

RULES OF COURT :—Strange vs Dme Wright, 1609 ; Sutherland vs Atlas, 1609.

SALE BY LICITATION :—Quilliam vs Quilliam et al, 1609.

#### SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Morin vs T. Lagueux et al, 1611 ; Morin vs N. Lagueux et al, 1611.

BEAUCE :—Angers vs Bizier et al 1612 ; Pacaud vs Roy et al, 1612.

MONTREAL :—Beaulieu (Dme) vs Leduc, 1613 ; McMillan et al vs Goulet, 1613 ; Taché es-qual et al vs Papillon et vir, 1614.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Dme O'Doherty et vir, 1614.

THREE RIVERS :—Ferron vs Deziel, 1616 ; The corporation of the town of Grand'Mère vs Deziel, 1616 ; Marchand vs Côté, 1615 ; Roy vs heirs Rochette, 1615.

OK ✓